



FRANCE

De la réforme des retraites à celle du bac, les enseignants se mobilisent autrement

Jets de cartables et de manuels, boycottage des examens ou grève des revues de recherche... De nouveaux modes d'action voient le jour à l'école comme dans l'enseignement supérieur

Certains ont crié au « sacrilège »; eux ont le sentiment d'avoir réussi leur coup. En jetant des cartables, au Mans ou à Sceaux (Hauts-de-Seine), en se débarrassant de manuels scolaires, devant le rectorat de Clermont-Ferrand, les enseignants mobilisés contre la réforme des retraites sont parvenus, ces dernières semaines, à marquer les esprits.

Leur geste, fortement relayé sur les réseaux sociaux, ne vient pas de nulle part : avant eux, des avocats ont ôté leur robe, des médecins ont déposé leur blouse; ce mardi, ce sont des inspecteurs en Ile-de-France qui ont jeté leur code du travail. Et ce type d'actions symboliques vient de s'étendre à l'enseignement supérieur : lundi, des dizaines d'universitaires ont balancé des brouillons de thèses et des articles scientifiques devant la bibliothèque universitaire, à Lyon.

Si la communauté éducative, après bientôt deux mois de manifestations et de grève, est moins présente dans les cortèges, elle tente d'occuper le terrain avec des modes d'action plus retentissants. Le coup d'envoi, lundi 20 janvier, des nouvelles épreuves du bac pour les lycéens de 1^{re}, a donné lieu à des appels au boycott, encore inimaginables il y a quelques mois. Ici, les enseignants ont refusé de sélectionner les sujets, là, ils envisagent déjà de ne pas surveiller les candidats. Un peu partout se pose

la question d'une grève de la correction des copies, comme celle, inédite, qui a secoué la session 2019 du baccalauréat. Pour les proviseurs d'établissement, c'est très clair : le Rubicon a été franchi à ce moment-là, contre la réforme du lycée et du baccalauréat.

Une radicalité plus forte? Depuis la rentrée, d'autres types d'actions ont aussi émergé, font valoir les enseignants mobilisés. Flashmob, chorégraphie, retraite aux flambeaux... L'état d'esprit se veut inventif et festif; l'ancrage, territorial, et l'initiative, pas forcément portée par les syndicats.

« Sortir des sentiers battus, c'est s'éloigner des appareils syndicaux, mais aussi de la violence que beaucoup redoutent désormais en manifestation », souligne le chercheur Luc Rouban, spécialiste de la fonction publique. « Historiquement, tous les mouvements sociaux cherchent à se réinventer, avec des actions pour capter l'attention des citoyens, du pouvoir et des médias », rappelle le sociologue François Sarfati.

« Second souffle »

Les syndicats le reconnaissent : la mobilisation massive qu'ils ont vécue le 5 décembre (quand 50 % à 70 % des professeurs des écoles ont débrayé) ne peut se répéter chaque semaine. « Une mutation est en train de s'opérer », estime Francette Popineau, porte-parole du SNUipp-

FSU, syndicat majoritaire dans le premier degré, pour qui « il faut trouver une autre manière de montrer que la détermination est intacte ». Une recherche de « second souffle », alors que le ministre de l'éducation a avancé des premières garanties chiffrées pour compenser les pertes attendues sur les pensions des enseignants – 500 millions d'euros supplémentaires dès 2021.

Les actions coup de poing en marge des grèves sont-elles pour autant une nouveauté dans le monde éducatif? On a vu, dès 2008, une nouvelle génération d'enseignants prendre la parole sur Facebook et Twitter, dénonçant, derrière le mot-clé #pasdeva-gue, la violence du métier. On peut remonter plus loin encore : « Au printemps 2003, quand la mobilisation a baissé dans la rue [contre la loi Fillon sur les retraites], tout un répertoire d'actions différent a été déployé sur le terrain », rappelle l'historien Claude Lelièvre, citant des blocages de péages par des enseignants, des « opérations escargots », des « soirées pyjamas »... A l'époque, déjà, des professeurs s'en étaient pris à un ouvrage : celui signé par leur ministre de tutelle, Luc Ferry, *Lettre à tous ceux qui aiment l'école : pour expliquer les réformes en cours*.

Dans le monde universitaire aussi, on a connu des précédents. En 2009, des *die-in* (des manifestants qui s'allongent sur le sol, si-



mulant la mort) et des « rondes des obstinés » à Paris avaient rythmé le plus gros mouvement des dernières décennies dans le secteur – la contestation contre la loi sur l'autonomie des universités. On est bien loin, aujourd'hui, d'une mobilisation de cette ampleur dans l'enseignement supérieur, en retrait du mouvement actuel. Il n'empêche, la grève des revues de recherche entamée ces dernières semaines apparaît inédite. A ce jour, une cinquantaine de titres, principalement en sciences humaines et sociales, se sont mis à l'arrêt, pour s'opposer aussi à la loi de programmation pluriannuelle de la recherche.

« *La revue, c'est la face la plus visible de notre activité* », souligne la sociologue Anne Bory, membre du comité de rédaction des *Actes de la recherche en sciences sociales*, elle-même gréviste, qui s'inquiète d'un renforcement de la précarité dans le milieu. Le 21 janvier, une centaine de chercheurs ont déposé au ministère leur candidature – qui a recueilli le soutien de 4 700 universitaires – au poste de président de Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, revendiquant de « *faire dérailler la machine bureaucratique* ».

« *Les colères s'agrègent* », disent les observateurs de l'école et du monde universitaire. Sur le terrain, les mêmes mots reviennent : « *On n'a pas le choix.* » « *Il faut reconnaître qu'il y a un pouvoir politique qui se dit inflexible face aux revendications portées par la démocratie sociale, s'en remettant uniquement à la légitimité des urnes* », dit François Sarfati.

« *On peut avoir le sentiment qu'il y a une transgression de la part des enseignants, mais ils ne font que s'adapter à la manière dont le gouvernement les traite* », estime Claire Guéville, du SNES-FSU, majoritaire dans le secondaire. Pour elle, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, ne cesse

« *d'invisibiliser* » le mouvement. Illustration par les chiffres : quand les syndicats avancent des centaines de lycées perturbés à l'occasion des premières épreuves du bac, le ministère n'en a comptabilisé que quelques dizaines. ■

MATTEA BATTAGLIA
ET CAMILLE STROMBONI

**Sur le terrain,
à l'école et
à l'université,
les mêmes mots
reviennent : « On
n'a pas le choix »**